

**Pour éclairer les lecteurs de la Nation, commençons par un état des lieux.
Quelle est la situation générale dans votre pays, la Grèce ?**

La Grèce se trouve, depuis deux ans, dans une situation critique au plan politique, économique, et sociale. Il s'agit d'une profonde crise multidimensionnelle.

La Grèce avait pourtant intégré le « Marché Commun Européen » dès l'année 1975, quand cette entité internationale comptait à peine 9 membres (la Grèce incluse). Elle y a donc précédé l'Espagne et le Portugal qui venaient de sortir aussi d'une dictature beaucoup plus prolongée que celle de la Grèce.

Pourquoi le pays n'a-t-il pas pu développer son économie autant que les autres pays européens, fondateurs du « Marché Commun » ? (Allemagne, France, Pays Bas, Italie Belgique, Luxembourg) ?

Selon moi, cela tient en premier à un facteur objectif, lié au niveau et à la structure de l'économie grecque de l'époque (1975) qui ne disposait pas d'une base solide industrielle et de services.

Dans les deuxièmes causes, un facteur subjectif, à savoir les orientations du « Marché Commun » qui ne favorisaient pas l'intégration par le développement d'une complémentarité socio-économique pluri-avantageuse entre ses pays membres. Le « Marché Commun » servait essentiellement aux capitaux européens, les plus puissants, comme tremplin à la hausse de leurs profits, souvent hélas au détriment du développement des capacités productives déjà existantes- ou en évolution- dans les maillons les plus faibles de cette Union.

Telle est, pour moi, la logique capitaliste devenue fortement néolibérale du MCE et de l'Union Européenne par la suite, « soudée » par la monnaie unique, l'euro. Ainsi la Grèce a graduellement démantelé son économie agraire, arrivant à une dépendance alimentaire plus sévère que par le passé. Le pays n'est plus, par exemple, autosuffisant en sucre, en pommes de terre, en blé, etc., alors que pourtant sa démographie stagne. Dans le domaine industriel elle n'est plus propriétaire des importants chantiers navals publics d'antan, alors que la flotte marchande grecque est une de plus importantes du monde. Et puisque je viens d'évoquer le secteur maritime, j'ajoute - pour illustrer les choix politico-économiques - que dans l'année 2010 l'ensemble des armateurs grecs, propriétaires de 4.000 navires, ont payé aux impôts la somme totale dérisoire de 15 millions d'euros, alors que les émigrés légaux travaillant dans notre pays (moins d'un 1/2 million de personnes) ont enrichi les avoirs de l'Etat - la même année - de 50 millions d'euros. (Service grec statistique 2011).

Voilà, un exemple parmi d'autres, qui éclaire les priorités de la politique fiscale, avec ses choix de classe, qui ont été démasquées au parlement - en décembre passé - par des députés de gauche.

***Comment est vécue la crise financière par le peuple grec,
à qui en attribuez- vous la responsabilité ?***

Actuellement, d'après les prévisions du directeur de l'Institut du Travail lié à la Confédération Syndicale des Travailleurs), le chômage réel atteint cette année les 27%, et chez les jeunes les 43%. La jeunesse reste sans avenir, pas uniquement en matière de travail mais aussi en perspectives d'éducation. Tout indique la privatisation de l'enseignement supérieur, empêchant les enfants des couches pauvres d'accéder à l'Université. Pour la première fois les écoles n'ont pas eu de livres à la rentrée scolaire, obligeant les parents à recourir à des photocopies coûteuses.

Les retraités du secteur public ont vu leurs avoirs diminuer de 40%. Le deuxième Mémoire imposé par la troïka (UE, FMI et Banque Centrale Européennes) démantèle complètement les relations de travail et

abolit les contrats collectifs qui existent depuis les années 1960 du siècle passé. Ces contrats furent, avec la semaine de 44 heures, une des plus grandes acquisitions du mouvement syndical.

Alors que les revenus des couches populaires baissent considérablement, les prix (du niveau de Bruxelles) suivent leur progression amenuisant le pouvoir d'achats des familles. Pour donner un exemple, le litre d'essence en France est de 1,4 euros alors qu'à Athènes il est à 1,75€. Il est à noter que 140.000 familles sont sans électricité, étant dans l'incapacité de payer leurs quittances. La Grèce est entrain de retourner aux années 60 du siècle passé.

Comme je l'ai dit plus haut, la crise n'est pas uniquement financière et n'est pas non plus une exception grecque, comme le prétendaient l'année passée les medias occidentaux. La crise est à la fois mondiale et grecque. C'est-à-dire qu'il s'agit d'une crise du capitalisme qui remonte bien avant les années 2008.

J'ose prétendre que la chute de l'ex-camp socialiste en Europe, qui a donné un coup de pouce à la production Européenne et en particulier Allemande (unification et élargissement du marché), a par là-même retardé l'apparition de la nouvelle crise cyclique capitaliste (mondiale cette fois). En 2008 nous avons été témoins de ses premières conséquences flagrantes, à la fois financières et immobilières (USA, Italie, Espagne, Irlande et Grèce). Elle est aussi grecque dans la mesure où les forces politiques néolibérales, qui alternent au pouvoir (PASOK et Nouvelle Démocratie) ont fait des choix économiques qui ne répondaient pas aux besoins de la population, favorisant surtout des couches bourgeoises et spéculatrices (banquiers, armateurs, grands entrepreneurs).

Dans les années 1990 en Europe les intérêts des emprunts bancaires ne dépassaient pas le niveau de 4-5%, en Grèce ils atteignaient le 8-18%. Dans cette décennie le capital banquier grec a connu des énormes profits. D'où les 600.000 milliards d'euros mis en dépôt par la grande bourgeoisie grecque en Suisse. Il aurait fallu une longue liste d'exemples, depuis les années de la dictature des colonels (1967-74) jusqu'à nos jours, pour illustrer les responsabilités néolibérales et ultra néolibérales des classes dirigeantes qui ont conduit le pays à la situation insoutenable actuelle, avec une dette extérieure qui dépasse les 400 milliards d'euros et une récession de 7%. Il faut cependant dire à vos lecteurs que l'ensemble de la dette grecque est le 3% du PIB de l'UE, alors que le déficit espagnol est le double de la somme des dettes grecque, irlandaise et portugaise ensemble.

La société grecque dispose-t-elle de ressorts pour résister à la régression sociale qui lui est imposée ?

Cela dépend de ce que l'on entend par ressort. S'il s'agit de ressorts objectifs, économiques et cognitifs, oui la société grecque dispose de certains atouts.

Un important atout est le haut niveau de qualification d'une grande partie de la jeunesse grecque, qui dispose des diplômes d'études supérieures, de post graduation et connaît au moins une langue internationale. Si durant la décennie de 1950-60 nous avons eu une émigration non qualifiée, aux USA, en Australie et surtout en Allemagne, aujourd'hui malheureusement nous exportons de la main d'œuvre hautement qualifiée. La Haute Ecole Polytechnique d'Athènes est considérée comme une de meilleures 10 écoles supérieures au monde. (données de l'ONU 2009).

Si ce capital du savoir sera versé à des activités productives, de recherche et de services il pourra devenir un ressort de taille. Malheureusement (vu les choix politiques précédents) nous avons dépensé plus d'argent pour des armements (5% du PIB) et seulement 3% pour l'enseignement public.

Le pays dispose des richesses minérales (métaux précieux, oligo métaux, bauxite), et il y a des perspectives pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures. Nous pourrions développer nos produits agricoles avec un agroalimentaire de haute qualité, au lieu par exemple de vendre notre huile en vrac en Italie où elle est embouteillée et vendue chèrement au monde entier. Des exemples pareils ne manquent pas (vins, agrumes, fruits secs etc.).

Le tourisme de haut de gamme est un autre pilier de notre économie. Il suffit que ces capacités soient fructifiées avec un horizon large et non pas pour faire des courts profits immédiats.

Le secteur public a été gravement atteint par des privatisations complètes ou partielles. Il s'agissait d'activités lucratives, vendues très bon marché (ciment, électricité, télécommunications, etc.), sous prétexte de soulager le secteur public de ses charges. Mais qui diable va acheter une entreprise qui s'écroule ? Tout ce qui a été vendu constitue les filets des activités économiques publiques.

Mais pourquoi alors ce déficit public ?

Tout d'abord il faut se questionner sur la nature du déficit. La Grèce a par exemple organisé les jeux Olympiques de 2004, qui ont coûté plus de 50 milliards d'euros, sans apporter pour autant une plus-value analogue. Nos petits enfants continueront à payer les frais. Il faut aussi se questionner sur la structure de l'emprunt (privé, international) et sur sa durée (court, moyen et long terme). Il semble que les gestionnaires politiques se sont peu intéressés sur ces questions. Leur credo était : pourvu que l'argent rentre, que la victoire électorale soit assurée, que les fournisseurs étrangers et locaux soient satisfaits. Plus l'Etat empruntait plus le pays s'enfonçait et sombrait. Qui en profitait ? Les grands spéculateurs, la finance mondiale, en particulier allemande, et leurs « filiales » grecques.

Un autre ressort est le facteur subjectif, la volonté de se battre afin de défendre les acquis socioéconomiques et revendiquer les droits civils. Elles sont connues je crois dans le monde entier les manifestations des indignés de la place Syntagma¹ à Athènes, face au Parlement, et tant d'autres places des villes importantes du pays durant l'été passé. La dernière grande manifestation des syndicats et partis de gauche a réuni dans la capitale presque un demi-million de citoyens.

Quels sont les acteurs politiques et leur poids dans l'opinion ?

Le plus grand acteur politique est le peuple souverain (chômeurs, employés en précarité, travailleurs dont la paye ne dépasse pas les 600 euros). Se sont eux qui dans plusieurs occasions manifestent ou soutiennent des manifestations. Les formations politiques jouent aussi leur rôle décideur, actuellement désastreux des uns PASOK et Nouvelle Démocratie, ou de revendications des autres dont la gauche grecque KKE, SYRIZA.

La Nouvelle Démocratie (ND, parti de la droite traditionnelle qui participe actuellement au gouvernement illégitime de L. Papadimos)² sera certainement la première formation aux prochaines élections - attendues avec impatience par la population. Les sondages lui donnent de 18-24%. Elle a signé avec le PASOK le deuxième Mémoire comprimant davantage les revenus des travailleurs et promettant de jeter encore 15.000 personnes dans la rue.

Le PASOK (Mouvement Panhellenique Socialiste) –au gouvernement presque 23 ans, a commencé son ascension à partir des années 1982 en faisant sortir la moitié de la population grecque « de la face obscure de la lune » après la guerre civile et la dictature des colonels. Il s'est transformé aujourd'hui en un parti néolibéral, qui porte une énorme responsabilité dans la situation actuelle du pays, y compris pour la corruption au sein de l'appareil de l'Etat.

Les deux partis, qui alternent au gouvernement, sont accusés d'être corrompus par certaines multinationales, (exemple le fameux scandale de Siemens- pots de vin aux deux partis dépassants les 3 millions d'euros- dont l'affaire n'est pas encore juridiquement close).

Le LAOS (Parti de l'extrême droite populiste), a coopéré (janvier, février 2012) dans le gouvernement de Papadimos, mais il l'a quitté, lors de l'adoption du 2ème Mémoire, après avoir vu ses pourcentages s'effondrer sous les 3% nécessaires pour entrer au parlement.

La gauche grecque est représentée au parlement par deux formations politiques, le PCG et le SYRIZA.

¹ Place de la Constitution

² Le gouvernement Papadimos est illégitime. Pour contourner les élections nécessaires, vu la non représentativité actuelle de ces deux partis, le PASOK a décidé sous la pression de la troika de former un gouvernement « de salut national » qui a comme tâche primordiale l'application du 1^{er} Mémoire, et le vote du 2ème (réalisé le mois de Février passé). Mr. Papadimos est un haut fonctionnaire de la Banque Centrale Européenne.

Le Parti Communiste de Grèce, avec une longue histoire de luttes de classe et de libération nationale à l'époque de la 2ème guerre mondiale, est la troisième force parlementaire. Aujourd'hui les sondages lui donnent entre 8 et 14%. Il combat avec force les orientations néolibérales, mais malheureusement à mon avis nie l'unité d'action de toutes les forces de gauche à la gauche du PASOK, qui condamnent la politique néolibérale. Pour ceux qui le connaissent de près, il est le parti le plus « orthodoxe » de l'Europe avec des tendances pro staliniennes. Il a une force considérable dans le mouvement syndical, surtout dans le privé.

Le SYRIZA (Coalition de la Gauche radicale) est un front de partis de gauche avec différentes racines idéologiques ayant un programme commun anti-néolibéral, anticapitaliste, avec comme objectif le renversement du rapport de forces actuel et un gouvernement alternatif. Sa force actuelle va de 7 % à 13,5%. Il cherche à s'élargir dans une coalition plus large avec comme objectif le combat contre l'application des Mémoires et contre le démantèlement des relations de travail.

Ces deux forces politiques précédentes pourraient dans le cas d'une coopération postélectorale constituer avec les écologistes et d'autres personnalités politiques syndicales et de la jeunesse, le pôle alternatif à la politique actuelle, le sauvetage de la société grecque d'un effondrement complet. Ceci dépendra du rapport de forces postélectoral, probablement du 6 Mai prochain.

Existe t il une alternative à la politique d'austérité ? Est-il réaliste d'envisager la sortie de la Grèce de l'euro ?

A mon estimation, l'alternative à la politique d'austérité est la réussite d'un autre rapport de forces, accompagné de décisions et mesures institutionnelles et constitutionnelles aptes à sortir le pays du gouffre actuel.

- Arrêter pour une période le remboursement de la dette.
- Réorienter les ressources vers des activités productives et sociales
- Diminuer les dépenses pour les armements
- Réorienter certaines alliances internationales et renforcer la coopération avec certains pays et régions (BRIC, pays Méditerranés, pays de l'Amérique Latine)
- Coopérer plus étroitement avec les forces de gauche au plan Européen – Parti Européen de Gauche-Parlement Européen, Syndicats, mouvements des Indignés.

En cas de dégradation de la situation sociale, l'intervention de l'armée - évoquée par certains milieux européens - est elle une hypothèse à prendre en compte ?

La Grèce a connu dans son histoire plusieurs dictatures, la plus récente est celle facilitée par les américains en 1967, avant précisément la guerre des six jours contre l'Egypte de Nasser. Le peuple grec n'a pas perdu sa mémoire. C'est d'ailleurs pour cette raison que certains cercles nous font bouger de tels épouvantails. Mais le dilemme n'est pas si nous voulons une dictature non déclarée, ou une autre démasquée.

Le dilemme est entre la dictature tout court et la démocratie avec visage social.

Avez-vous le sentiment que la Grèce sert de laboratoire pour tester les capacités du capitalisme à organiser une régression sociale généralisée.

C'est tout à fait ça. La Grèce est le cobaye néolibéral de l'Europe, comme le Chili fut celui de l'Amérique Latine le siècle passé. Mais regardons donc le rapport de forces en Amérique du Sud aujourd'hui. Regardons les efforts de certains gouvernements et mouvements Sud Américains, démocratiquement élus, pour affronter la crise sans porter grand préjudice au tissu social. Et comparons-les avec la situation au Mexique (partie du Marché Nord-Américain pourtant) et la guerre de la drogue.

La gauche - au-delà du "Pasok - a-t-elle des alternatives à proposer ? Est-elle présente sur le terrain ?

Il existe déjà un programme élaboré. Je viens d'en citer précédemment quelques axes essentiels.

Le Pasok est il encore de gauche ? Quel poids pèse-t- il aujourd'hui ?

Il perdra plus de la moitié de sa force. C'est à se questionner s'il attendra un pourcentage à double chiffre, malgré l'énorme appui des medias et de la Troïka. A peine aujourd'hui (29/3/2012) le représentant de l'UE au FMI Mr. E. Flouche, a recommandé à la population grecque de voter PASOK ou N. D. Voila que nous sommes entrés dans une ère, où des responsables des Organismes Internationaux *piétinent* ouvertement la démocratie représentative et la souveraineté nationale, intervenant sans vergogne sur les choix souverains des peuples concernant leur avenir et celui de leurs enfants. Dans quelle nouvelle préhistoire Européenne sommes nous entrés (ées) ? Espérons que les mutations en Europe et dans les pays Méditerranés aillent dans le sens des aspirations de leurs peuples.

Je voudrais rester optimiste et dire aux forces de la régression « NON PASSARAN ». La grève générale d'aujourd'hui en Espagne, et le résultat électoral en Andalousie ³ rythment le pas vers une probable alternative.

Quel écho peuvent avoir les révoltes arabes ou le mouvement des Indignés pour la société grecque. Est-ce que les organisations de gauche européenne ont le sentiment que ce qui se passe en Grèce les concerne directement ?

Les soulèvements des indignés dans les pays arabes ont eu un grand écho en Grèce, en particulier dans son propre mouvement. Nous sommes un pays Méditerranéen. Les évolutions dans les pays de la rive sud de notre bassin nous concernent aussi. La Gauche grecque a exprimé à maintes reprises sa solidarité envers les aspirations des peuples arabes pour la démocratie et une justice sociale. Le Parti Européen de Gauche, dont SYNASPISMOS est un des partis fondateurs, a visité l'Egypte, la Jordanie, la Palestine et la Tunisie en 2011. Dans ces délégations il y avait toujours des camarades grecs qui se sont intéressés à la coopération avec les forces démocratiques et sociales. Nous avons eu la visite des syndicalistes tunisiens, invités par des syndicalistes grecs de la gauche. Ces échanges sont très fructueux dans la mesure où ils permettent les transmissions bilatérales des expériences, des interrogations, et des revendications.

Pour ce qui est de la fin de votre question évidemment la gauche européenne est pleinement consciente que la crise vécue par le peuple grec concerne aussi tous les peuples de l'UE. Ils nous expriment dans diverses formes leur solidarité, par des visites, des pétitions, des manifestations de soutien au peuple grec chez eux. Mais pour nous aussi leurs luttes sont d'une grande importance. Malgré nos différences respectives la lutte pour un avenir digne de l'être humain et de la nature qui l'enfante est plus que jamais une lutte commune.

Merci pour m'avoir accueillie dans vos pages, et salutations cordiales à vos lecteurs. L'Algérie est pour moi ma deuxième patrie, parce que j'ai vécu et travaillé sur son sol et j'ai partagé les aspirations de ses forces de progrès depuis des longues années jusqu'à nos jours.

ALIKI PAPADOMICHELAKI

,

:

³ La *Esquierda Unida* a doublé ses forces et devient le catalyseur qui empêche la droite de Rahoy de créer un gouvernement majoritaire, malgré qu'elle soit restée la première force dans la région.